

La compétitivité française a continué de se dégrader

« La compétitivité française s'est encore dégradée pendant la crise du Covid », titre **Les Echos**, qui relaie une étude de Rexecode, montrant que les parts de marché des produits français vendus dans la zone euro en particulier, et à l'étranger en général, ont reculé depuis le début de la pandémie. Entre 2019 et 2021, le déficit commercial des biens et des services s'est creusé de 27 milliards d'euros. La hausse du prix de l'énergie ces derniers mois n'y est pas pour grand-chose et l'explication qui veut que la spécialisation du tissu productif français, focalisé notamment sur l'aéronautique, lui ait porté préjudice pendant la pandémie, ne tient pas. Car la France perd des points dans presque tous les secteurs. La politique de l'offre avait pourtant permis de stabiliser les parts de marché entre 2013 et 2019. Un effort sans précédent pour la compétitivité. Or, « la désindustrialisation est très forte en France et l'attrition du tissu industriel n'aide pas à rebondir vite. Ce sont des phénomènes qui sont très lentement réversibles, d'autant qu'ils entraînent une perte de compétences », explique Emmanuel Jessua. Pire, « les capacités de production sont aujourd'hui de près de 6 % inférieures à leur niveau de 2018 », indique-t-il dans une étude. Le quinquennat d'Emmanuel Macron n'aura pas permis d'inverser la tendance. (**Les Echos, p.2**)

« La politique de baisse des coûts des entreprises sommée de faire ses preuves », titre L'Opinion, qui relaie également l'étude de Rexecode. Ces dernières semaines, le Medef et France Industrie ont demandé une baisse de 35 milliards d'euros des impôts de production sur le prochain quinquennat. « Il faut se poser la question de l'efficacité de ces politiques de baisses d'impôts de production avant d'aller plus loin », reconnaît Vincent Vicard, directeur adjoint du Cepii. « Le raccourci consistant à dire que la politique de l'offre ne marche pas parce que le déficit commercial s'est aggravé en 2021 ne résiste à aucune analyse fine », rétorque Alexandre Saubot, président de France Industrie, ajoutant que « c'est à partir des baisses de charges jusqu'à 3,5 Smic en 2016 et de la baisse d'impôt de production en 2021 que nous avons eu des mesures plus ciblées sur l'industrie. » Pour lui, il faut attendre « au mieux trois ans » pour voir un effet positif sur le commerce extérieur, et il est plus que jamais l'heure de soutenir l'industrie pour prendre le virage de la décarbonation. (**L'Opinion, p.5**)

Compétitivité : points de vue

« Les candidats à la présidentielle multiplient les promesses de baisse des impôts de production », titre **Les Echos**, qui revient sur le débat organisé hier à Paris par CroissancePlus, France Invest et le Meti. Bruno Le Maire a évoqué « un quantum de 10 à 15 milliards » comme une piste possible pour le prochain quinquennat d'Emmanuel Macron si celui-ci venait à être réélu. « Je ne proposerai pas de faire une baisse de 30 à 40 milliards car je ne peux pas les financer », a insisté **Bruno Le Maire**, alors que les organisations patronales réclament tous en chœur un tel montant. (**Les Echos, p.2**)

« Réindustrialisation, qui a confiance en Emmanuel Macron ? », titre Libération, pour un point de vue de Bruno Amable, de l'université de Genève, qui juge que si la désindustrialisation n'a pas commencé par l'actuel président, elle lui doit quand même beaucoup. (Libération, p.19)

« L'industrie, ce vieux complexe français », titre Le Figaro, pour une chronique de Bertille Bayart, détaillant que l'industrie a fait une OPA sur la campagne électorale. (Le Figaro, p.19)